

Minister's Statements and Speeches

COMMENTS ON BUDGET 2020-2021 (11.06.2020)

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun): M. le président, je voudrais, en premier lieu, féliciter mon collègue, le docteur Renganaden Padayachy pour être venu de manière réfléchie et responsable présenter à la nation mauricienne les mesures jugées essentielles au bien-être de tous et à la prospérité de notre république surtout dans un contexte très exceptionnel.

M. le président, le budget reste un évènement extrêmement important au parlement et un évènement crucial pour le ministre des Finances. Il s'agit aujourd'hui du tout premier budget pour le grand argentier et le premier budget de ce gouvernement depuis sa reconduite au pouvoir. Mais il a fallu au ministre des Finances tenir des consultations pré-budgétaires en plein confinement pour ensuite venir de l'avant avec un budget répondant au contexte du jour. Un défi de taille, un défi relevé! Notre nouvelle normalité l'économie de la vie. Ce budget quelque bien défini par le titre lui-même traduit le besoin d'un équilibre que le gouvernement doit maintenant maintenir afin de relever les défis que nous lègue la COVID-19.

M. le président, qui aurait cru qu'une pandémie d'une telle virulence viendra mettre à genoux l'économie mondiale aussi subitement. Le monde dans lequel nous évoluons est aujourd'hui complètement bouleversé. La COVID-19 rapide est venu changer de manière drastique notre quotidien, notre mode de vie, nos habitudes et même nos reflexes. Rien n'est plus comme auparavant. Et j'insiste ici sur l'importance que chacun d'entre nous doit réaliser que nous vivons désormais dans un monde nouveau, volatile, incertain, complexe et ambigu et qu'il nous faut impérativement nous adapter à cette nouvelle normalité pour qu'ensemble nous puissions surmonter nos difficultés et continuer à agir dans l'intérêt de chaque citoyen mauricien.

M. le président, vous conviendrez que l'heure est à la solidarité. Le budget que nous a présenté le ministre des Finances, de la Planification Economique et du Développement vient répondre avec cohérence à cette situation d'urgence. Les impacts de COVID-19 sont ressentis non seulement à Maurice mais dans le monde entier où différents secteurs économiques sont frappés de plein fouet.

A Maurice, nos différents secteurs dont le tourisme, l'aviation, le textile entre autres traversent par des jours difficiles. Les risques de perte d'emploi sont réels avec tout l'effet que cela comporte. Il nous faut absolument nous réinventer pour prévenir un tel scénario et, M. le président, le budget 2020-2021 vient justement nous donner les moyens avant-gardistes pour cette réinvention.

Pour commencer, la relance de l'économie assurée par une enveloppe de 100 milliards est vraiment opportune ; le nouveau modèle pour la pension avec plus de justice tenant compte de la démographie, l'introduction de la contribution sociale généralisée et encore l'introduction du chèque emploi service aux milliers de mauriciens travaillant dans le secteur informel.

M. le président, le gouvernement est venu de l'avant et de manière courageuse avec un régime fiscal plus équitable pour une meilleure distribution de richesse. Quelques 55,000 ménages à revenu moyen verront soit une réduction ou même ne paieront pas d'impôt sur le revenu.

M. le président, l'honorable madame Navarre-Marie nous a dit qu'il fallait un budget humaniste. Ce budget vient non seulement donner les moyens à tout un chacun pour surmonter les difficultés entraînées par la COVID-19 mais s'aligne aussi à la continuité de la vision du gouvernement de répondre aux besoins des concitoyens et surtout l'aspect social.

M. le président, un montant de 12 milliards de roupies sera consacré à la construction de 12,000 logements sociaux à travers le pays. Je crois que le ministre du logement a clairement démontré quelle était l'action du gouvernement. Très posément, il a expliqué à l'Assemblée quelles ont été les mesures prises et comment les personnes qui se sont trouvées en difficulté ce qu'on appelle les squatters comment il a essayé de les accompagner, de les encadrer avec les *educational social workers*, les psychologues, les officiers du ministère des genres et avec bien d'autres - la sante etc pour s'assurer qu'on leur donne les moyens, qu'on leur donne des facilités et qu'on assure qu'ils ne soient pas délaissés. Les actions prises par ce gouvernement ont toujours été motivées par un sentiment d'aide et d'entraide, de solidarité surtout pour les plus démunis.

M. le président, le projet de la construction de 12,000 logements s'étalera sur trois ans et ces logements seront destinés aux familles mauriciennes qui sont dans le besoin. Le budget fait également la part belle aux jeunes qui voudraient acheter une propriété, pas de *registration duty* à payer pour les projets d'appartements ou des maisons, même pour ceux qui comptent

acheter un lopin de terre, ils bénéficieront aussi de l'exemption en tant que *first time buyer*. Beaucoup de mesures, M. le président.

Mais c'est bon de souligner aussi que la COVID-19 nous a révélé beaucoup de nos faiblesses. La question de sécurité alimentaire est devenue extrêmement pertinente non seulement pour la sécurité alimentaire mais aussi l'autonomie, l'autosuffisance. Et on note avec grande satisfaction les mesures incitatives annoncées par le grand Argentier dans les secteurs agricoles, telles que la mise en place du *National Agricultural Development Programme* pour promouvoir le concept 'de la ferme à la table' dont l'un des objectifs est de réduire les importations.

M. le président, nous savons clairement que c'est très important à Maurice d'encourager les gens à produire et les produits agricoles aussi, on devrait être en mesure de les conserver. Alors la transformation des produits agricoles, la possibilité de donner aux planteurs les capacités de stockage, les capacités pour la transformation de leur produit. M. le président, c'est clair que les planteurs ont besoin de ce soutien et le ministère de l'Agro-Industrie pourra les apporter, ces soutiens. J'habite dans une région où on cultive la terre et bien des fois les planteurs sont poussés à laisser sur leur champs leur produit, tout simplement parce que les prix baissent et ils n'arrivent même pas à payer les frais. Là, si on leur donne les moyens de venir avec des possibilités de conserver les produits, ça pourra nous aider. Pour accroître la production de pommes de terre et d'oignons, nous avons vu aussi une subvention dans l'achat des semences.

M. le président, il y a tellement de mesures dans ce budget qui sont là pour aider. La banque de développement prévoit un montant de R 200 millions pour faciliter à un taux préférentiel de 0.5% pour les femmes entrepreneurs. Et là, je voudrais faire souligner que c'est un pas supplémentaire que l'on franchit. La possibilité pour les femmes entrepreneurs d'emprunter auprès de la *DBM* sans aucune garantie est déjà là depuis le dernier budget.

M. le président, c'est ce gouvernement qui est venu avec un maximum de mesures pour aider les femmes à se lancer dans le business. Je crois que ma collègue, l'honorable Koonjoo-Shah, a bien fait ressortir que toutes les mesures prises sont là pour mieux encadrer les femmes entrepreneurs. Elle viendra aussi, si je ne me trompe, avec les assises pour les femmes entrepreneurs. M. le président, il y a tellement de choses qui se font et c'est primordial que nous arrivons à suivre ce qui se passe. J'ai l'impression que très souvent on ne se rend même pas compte les actions prises par le gouvernement.

M. le président, COVID-19, vous le conviendrez, a apporté une pression accrue sur presque tous les secteurs, la santé. Et là, j'ai une pensée spéciale aux *front liners* qui ont, d'une manière passionnée, contribué à contenir le virus sur notre territoire et un grand bravo pour cela. J'imagine qu'on doit aussi se féliciter pour la façon dans laquelle notre service de santé publique a opéré, bravo au ministre et à tous les employés de ce secteur.

Avec les mesures du présent budget, les services de santé publique connaîtront encore une fois un dynamisme nouveau, après l'*ENT hospital* de Vacoas, nous allons avoir un nouvel hôpital spécialisé pour les soins des yeux à Réduit. Il y aura aussi la rentrée en opération d'une unité de transplantation rénale à l'hôpital Jawaharlal Nehru, la construction de l'hôpital universitaire de Flacq, mais aussi l'hôpital pour les patients du cancer à Vacoas. Là, il y a aussi quelque chose d'intéressant, les visites médicales à domicile étendues à toutes personnes alitées ou en situation de handicap et cela peu importe l'âge.

M. le président, je voudrais faire ressortir qu'il est devenu impératif qu'on donne un coup d'accélérateur à certains secteurs et la pharmaceutique en est un et le budget prévoit déjà des investissements importants pour la production des produits pharmaceutiques.

M. le président, permettez-moi maintenant de me tourner vers le secteur de l'éducation. M. le président, *education is what will forge the Mauritius of tomorrow*. Ce sont là les mots exacts que l'honorable Dr. Renganaden Padayachy a utilisé et ces mots chapotent la partie du budget ayant trait à l'éducation.

Mr Speaker, Sir, education is and will remain central to all development. COVID-19, Mr Speaker, Sir, has resulted into an exercise in-card reshuffling and none of us should be surprised that it has turned out to be a game changer in its own right. COVID-19 has become the clincher indeed. This clinching act has been remarkable felt in education. Had schools not closed, we would not have grasped it. And successfully availed of the opportunity that have arisen.

Mr Speaker, Sir, I recall reading Minister of Water and Sanitation of Senegal, hon. Serigne Mbaye Thiam, who commenting on the impact of COVID-19 wrote and I quote –

“It will be a question of reinventing ourselves of conceptualizing new economic models:”

I believe the same must be said of education. In education precisely, this is the time for carrying out a balancing act. At a time when there is so much of uncertainty, we have to determine what we can be certain about. What we are certain about is that we have to balance the possibility

of a health setback amongst our learners with the necessity for them not to be disconnected from their studies. I know our schools and our learners were hit hard, but we supported them as far as possible, despite the restrictive sanitary measures such as Stay at Home measures of extended lockdown. More specifically, Mr Speaker, Sir, the current situation demands a fine balancing act between adjusting to the new normal and not losing out of the gains achieved in our education reform endeavored so far.

Mr Speaker, Sir, we, in education, have decided to be on the right side of history. However charged and changed the Covid-instigated context, we are undeviating from the fundamental principle that are a bedrock of our education agenda.

Les maîtres mots ont toujours été et restent inclusiveness, equity and quality. COVID-19 has now added a new pillar, resilience. Rest assured that we are never going to renege on any of these four thrust areas. In fact, Mr Speaker, Sir, this budget gives us the means to live up to the expectation imposed.

Let us take first the booster being given in this budget to facilitate e-Learning as a factor for resilience. We know that globally COVID-19 has brought to the forefront a heavy reliance and digital platforms radio and TV educational programmes to make up for school closures and ensure the continuity of learning.

After all, more than 1.2 billion students had to bear the brunt of such closures. Suddenly, the message ranked out loud and clear, learning today can no more be seen as just a same time, same place activity. This explains, Mr Speaker, Sir, the attraction for the blended or hybrid learning, a mix of face to face teaching with online learning. Should we be surprised, therefore, when the University of Mauritius has already announced its intention to deliver 50% of its programme through the blended mode as from academic year 2022 to 2021. E-learning, Mr Speaker, Sir, has now to be seeded in the furrows of the education system. And this, Mr Speaker, Sir, is the new normal in education.

Our reliance on TV and online programmes filled an important gap. When new things were not perfect, there were some teething problems. However, the fact that teachers came forward voluntarily and committed themselves to the provision and delivery of programmes is praiseworthy. They all realised, we all realised, Mr Speaker, Sir, the importance for learners to stay connected to their studies to ensure learning continuity.

On parle ici, M. le président, de la continuité pédagogique. Cette continuité est cruciale pour éviter que nos apprenants ne se sentent livrés à eux-mêmes, complètement délaissés ; ce

qui aurait eu un impact sur l'apprenant et qui, nous le croyons, aurait mené à un décrochage accéléré ou encore une rupture de la vie scolaire.

Mr Speaker, Sir, contrary to popular thinking, the digital era and education has also given rise to a redefinition of the role of teachers. During the confinement period, it was evident that teachers had to use pedagogical approaches, different from those used during the face-to-face teaching. It was certainly not easy an adaptation, but it was done successfully. This also demanded further training and I am glad to state that with the help of webinaz, we have managed to train some 5,000 educators and they were initiated how to conduct online programmes. I must say that both the teachers and the students, especially the students adapted very easily to the new approach. Here, it is true to say that our learners belong to the generation Z. Technology is part of their identity, of their DNA and they had no difficulty at all to hop on the mode of delivery.

Mr Speaker, Sir, we saw this coming from a distance. Hence, the provision of tablets in lower grades, in the primary subsector, to facilitate early exposure à *la chose numérique*, the early digital learning programme. Incidentally, allow me to confirm that the early digital learning programme is slated to continue for the remaining grades in the primary. We also had the foresight to set up the students support platform in 2018, a platform that has so well being supporting learners of Grades 7 to 9 during the confinement period. And now, it is time to seize the opportunity to make a leap forward for real integration and embedding of online learning in the system, Mr Speaker, Sir.

I am happy that the Budget has announced the development of a national e-learning platform to connect educators of secondary schools with their students. We recall, Mr Speaker, Sir, that in the Covid-19 (Miscellaneous Provisions) Act 2020, specific provisions were made for the continuity of learning through distance education and online teaching.

Allow me, Mr Speaker, Sir, here, to state clearly that by no means are we saying that online teaching will replace the face-to-face contact that we have at school. But we are saying that we are moving towards a new hybrid type of school, a blended mode, the hybrid mode where both will come to play.

Mr Speaker, Sir, accordingly, the national e-learning platform will be developed to support this continuity of education. This will further enhance our preparedness, should there be any resurgence of epidemics. A platform, Mr Speaker, Sir, which will equally allow learners and educators to interact, discuss their educational resources, either individually or in a group

setting, and educators will be able to teach in a lecture or classroom format or even virtually using video conferencing tools. It will also allow for the monitoring of performance and even virtual evaluation.

M. le président, je voudrais, ici, faire mention de quelques petites choses. L'honorable Madame Navarre-Marie nous a dit que jamais le *online teaching* pourra remplacer le *face-to-face*. Je viens de souligner que le rôle du professeur, de l'enseignant va changer avec cette nouvelle mode d'instruction. Ce ne sera plus *the sage on the stage, comme on dit*. Ce sera l'accompagnateur, celui qui va être là avec l'élève, le mentor, et le rôle du professeur deviendra encore plus important. L'honorable Madame Navarre-Marie avait aussi fait mention du fait que certains élèves n'avaient peut-être pas pu avoir accès au *online teaching*. Certes, nous sommes au courant. Mais c'est important aussi de noter que le budget fait provision pour assurer que ces jeunes reçoivent des tablettes à travers le ministère de l'Intégration sociale et aussi la Mauritius Telecom est en train de connecter les maisons, les *households* qui sont sur le *SRM*. Plus de 5,000 maisons ont déjà été connectées. Alors, il y a une mouvance. Nous sommes en train d'essayer de trouver les moyens pour combler le gap qui est là. Mais c'est aussi important de mentionner puisque je parle là du *online teaching*.

J'avais écouté avec attention les propos de l'honorable Dr. Gungapersad qui disait qu'il était offusqué de voir que le ministère de l'Éducation avait pris des mesures, avait rappelé à l'ordre un enseignant qui, derrière le bouclier de *trade unionist*, s'était permis d'empêcher les professeurs de faire le *online teaching*. Il s'est permis de passer un message sur les réseaux sociaux pour demander aux professeurs de ne pas le faire. Dans un moment aussi difficile où l'importance aux élevés de rester connecter avec leurs études était primordiale. Dr Gungapersad qui a été, lui-même, un recteur de collège, se permet de venir dire qu'on devrait laisser agir de cette manière en toute impunité.

M. le président, je trouve cela choquant, venant d'une personne qui vient dire qu'il a à cœur le secteur éducatif, d'une personne qui a été, lui-même, enseignant, d'une personne qui a été, lui-même, recteur de collège, il trouve normal, on se croise les bras et on laisse agir quelqu'un de cette façon. M. le président, je l'ai dit au départ, le moment est un moment, où il nous faut être solidaire et responsable. Le monsieur en question, je ne voulais pas mentionner le nom, mais puisque l'honorable Dr. Gungapersad l'a dit, le cher M. Mithois est loin d'être le Mithois de ses élèves, parce qu'il a tout fait pour les déconnecter.

M. le président, il y a des choses que nous devons garder en tête. Quand on est honorable membre de l'Assemblée ou quand on est éducateur et, en plus, recteur de collège, nous avons certaines responsabilités, surtout vis-à-vis de nos élèves, vis-à-vis des apprenants.

M. le président, puisque je suis là, laissez-moi répondre à quelques autres points qu'il a fait ressortir. L'honorable Dr. Gungapersad nous a dit aussi qu'on n'a rien fait pour l'éducation à la sexualité, il doit revoir sa copie. Si on a à cœur le secteur éducatif, il faut suivre ce qui se passe dans ce secteur. Depuis 2016, nous avons formé les professeurs et l'éducation à la sexualité a été introduite dans nos écoles. Nous avons travaillé avec l'Institut Cardinal Margéot pour pouvoir venir avec ce programme et l'introduire dans nos écoles. Alors, vaudrait mieux ne pas venir nous raconter des histoires. Venir dire que *SEN (Special Education Needs)* n'a pas été considéré, mais ce ne pas connaître le secteur. Nous avons déjà un budget de R 138 millions pour les ONG. En plus, nous sommes venus avec - comme l'a si bien mentionné l'honorable Madame Navarre-Marie - cette dotation de 100,000 par écoles. Et bien sûr, nous sommes en train de travailler avec le ministère du *Labour, Human Resource Development and Training* pour voir de l'emploi, pour voir s'ils peuvent être considérés sur le prochain *NRB*.

M. le président, il faudrait que les gens réagissent d'une façon claire et nette, non pas venir dire n'importe quoi. L'honorable, Dr. Gungapersad a parlé de beaucoup de choses, des examens, comment est-ce qu'on va faire la distanciation sociale à l'école. Tout cela nous avons pris en compte. Le port du masque, c'est simplement pour la protection de nos enfants. Nous sommes tous conscients que les très petits ne pourront peut-être pas, au pré-primaire on ne pourra peut-être pas le faire. Mais bien-sûr, c'est une protection. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'on demande aux élèves de rester en classe, mais nous avons donné aussi l'autonomie aux écoles de voir comment si le professeur est là, qu'il puisse faire sortir les élèves pour quelques minutes, bien sûr pour dégourdir les jambes. Tout cela, c'est compris, mais il nous fallait dans un moment critique, durant la crise, venir avec des mesures pour protéger nos enfants. Nous avons deux choses en tête, la protection des enfants et d'autre part, la continuité pédagogique. On a agi en tant que responsable, en tant que gens réfléchis.

Mais je dois aussi dire quelque chose, peut-être que les gens ne se rendent pas compte à Maurice ; les problèmes dont nous avons fait face avec le *online teaching*, avec les programmes à la télévision et à la radio, sont des problèmes que des pays à travers le monde ont fait face. En France, par exemple, il y a eu des enfants qui ont dû marcher des kilomètres avant de pouvoir faire scannériser une feuille et ensuite envoyer aux professeurs ou aux élèves. Alors, nous avons des problèmes, certes, mais nous ne sommes pas les seuls au monde ayant

ces problèmes. Il va falloir trouver des solutions. Nous ne disons pas que tout était parfait mais il fallait quand même venir avec des mesures rapidement afin d'aider nos enfants. Et c'est pour cela que j'aimerais aujourd'hui dire merci et bravo à tous ces enseignants qui, malgré le confinement, eux ont agi en tant que responsables, ont fait les *online courses*. Certains se sont déplacés pour aller à l'*Open University* malgré le confinement pour enregistrer les programmes. Bien sûr il nous faut réaliser que toutes ces choses ne se font pas comme cela. Il faut réfléchir, il faut trouver les moyens, il faut agir.

Mr Speaker, Sir, I am, therefore, extremely happy to note that the Budget caters for those who, as mentioned by my hon. Colleague, may not have been able to follow the classes. So, the Budget caters for those who have been victims of such digital divide and, in this connection, I am glad to note that digital tablets will be provided to the needy students through the Ministry of Social Integration. Also, loans will be provided to households, this includes students and educators for the purchase of laptops and other IT equipment. On the other hand, even loans up to Rs1m. will be given to private colleges for upgrading their IT infrastructure. Mr Speaker, Sir, I hardly need to explain the appropriateness of these measures to scale up actions already a faute for the digitisation of classrooms. Another step towards the digital transformation we have embarked upon, Mr Speaker, Sir. Agreed, technology is not a magic bullet but these measures will do a lot of good to the system as a whole. For one thing, they will facilitate access and improve education delivery. We know this has been heralded during the confinement period as a major equity issue. For another, they will pave the way for personalised learning and act as a prompt for students to learn. And we all know that the skills that people need in today's world, namely how to search for information to evaluate sources and to work in teams at best generated with the aid of technology. Not to labour the point, such measures highlighted in the Budget will enable teachers to move out of the routine and to take over a new role as mentor, as guide and felicitor.

But Mr Speaker, Sir, these measures will also help to make us move to the next step of our development. The Budget refers to the creation of a Data Technology Park at Côte d'Or, one that will have 12 specialised centres along with Deep Artificial Intelligence Centre, acting as support for start-ups, existing businesses and Government services. The question we need to ask ourselves is simple: will this be possible if we do not have a tech-savvy human resource? This is the bottom line, Mr Speaker, Sir. Perhaps the best way to accelerate innovation and creativity is to bank on our young learners and youth who will be trained from an early age in

the use and handling of technology and this incidentally explains and justifies our early digital learning project.

Mr Speaker, Sir, I will now move to the next booster in this Budget. I believe the new context in which we are called upon to evolve gives us the opportunity to equilibrate two extremes. One extreme is that of concentrating on the here and the now, and we are doing this by having advisories and tribe and security protocols covering hygienic and social distancing norms, amongst others.

After all, Mr Speaker, Sir, schools also have a mission to guarantee that children learn to be healthy while also ensuring that they are healthy to learn. This is one extreme, the here and the now. But we should also see COVID-19 as an opportunity for a foresight exercise in the domain of education. Where do we want the country to be in the future? What kind of conditions do we wish to see prevailing for our human resources? How would we soldier on to ensure that teacher training and professional development include scenarios for coping with crises? Are we going to witness a continued self-centred or wait a surge of international operation? The last is especially pertinent since while the world was in lockdown, the people were still connected virtually. We witnessed the international community mobilising itself to support countries, webinars for exchanges and not simply educational. It became common place. *Donc, ce sont là des questions qui nous taraudent.*

Let me quickly respond to some of these issues. Mr Speaker, Sir, taking up one domain that heralds at upcoming change and transformation in our education system, I am here referring here to the High Education, more specifically the internalisation issue.

M. le président, j'ai entendu plusieurs personnes venir dire que la mobilité des étudiants sera sévèrement affectée, très vrai, par la pandémie.

It has been averred that few students would wish to travel internationally for study purposes. Already the Group of Eight, that is, the top eight universities of Australia have been talking about a loss of 50% of their revenue through non-mobility of foreign students, and it is true. People will travel less, we know, and, at least, in the immediate future. However, for Mauritius, it may be considered to be an exceptional case. We have received requests from foreign universities to implant branch campuses in Mauritius. Curtin University has already done it, Murdoch University along with University of Arizona, Micro-Campus at the University of Mauritius, are there, and there are others having put in similar requests.

Collaborations, signed MOUs with various countries and institutions already exist. While we can today boast of hosting local campuses and universities, like of Nantes, Cyp Enfield, Middlesex University, African Leadership University, all of them of high repute. Less we forget the setting up of branch campus of top universities will help reduce the brain drain. True, branch campuses, as international tools, are associated with high investment but there are potentially huge benefits as well. So, let's get it right. Our strategic geographic location plays in our favour as a high education destination, so does the security factor and let us then turn that into a major opportunity. According to the report of the business of education in Africa that was launched at the World Economic Forum Meeting in South Africa, by 2035, the number of Africans, joining the workforce, will exceed that of the rest of the world combined. This spells tremendous opportunity for Mauritius to play its role as a Knowledge Hub in the region.

Mr Speaker, Sir, the facilities announced in the Budget comes in timelessly. These will intensify reputed universities to come over. Those renowned and reputed universities will secure a tax holiday for the first 8 years of operation and will be exempted from tax on IT and IT-related materials. Obviously, my Ministry, Mr Speaker, Sir, will be working closely with EDB and the High Education Commission in the implementation of the internalisation strategy. Obviously too, there will be conditions and safeguards.

Mr Speaker, Sir, top universities will be encouraged to offer programmes which are relevant and to address scarcity fields to support the socio-economic development of the country - AI, public health, blue economy, sustainable development programmes and agriculture, etc. We will have to collaborate with mutual benefits with our public universities to share their knowhow and capacity. Joint programmes will be considered; the set-up of research incentives programmes that will build capacity for both local and regional students' niche research fields that are relevant to our needs as a society.

Mr Speaker, Sir, universities will have to collaborate with industry to support innovation and set up programmes such as industry incentives where students can acquire practical experience in the industry. Allow me, Mr Speaker, Sir, therefore, before I close this chapter on education to stress our determination to encourage research at institutional and national levels.

Nous avons déjà investi massivement dans la recherche collaborative au niveau des universités à travers le *High Education Commission*. Tout dernièrement, nous avons signé un accord-cadre avec le partenariat Hubert Curien qui est un programme bilatéral de soutien de la mobilité des chercheurs. L'objectif du projet Hubert Curien Le Réduit est de développer les

échanges scientifiques et technologiques d'excellence entre les laboratoires de recherche et les réseaux scientifiques en favorisant les nouvelles coopérations.

Mr Speaker, Sir, allow me to state what are the areas where research would be done. Le partenariat Hubert Curien Le Réduit vise à une recherche conjointe prioritairement dans les domaines tels que l'énergétique, les énergies renouvelables, l'environnement et le changement climatique. Bien sûr ça comprend aussi la science de l'ingénierie, la modernisation, l'intelligence artificielle, les études des océans, entre autres.

Mr Speaker, Sir, allow me, a quick incursion into another domain that the hon. Minister of Finance has deemed fit and rightly so to focus on in the budget he has presented. I think we should all laud the hon. Minister of Finance for having heard the voice of those who care for the welfare of learners with special education needs. Education is a public and essential good, and as such it is a right of every citizen to stake a claim for quality education.

So, I have just mentioned the amount that has been allocated for the SEN sector, but I would like also here to mention that the SEN sector has, to date, indeed witnessed a lot of positive measures being taken and implemented to ensure all inclusive schooling system. I would like here to mention the creation of an integrated unit in our primary schools, the SEN Resource and Development Centres, the availability of assistive devices. And to reply to hon. Anquetil who mentioned that we should now come up with scholarships for students with disabilities, I would like to add that since 2017, every year five scholarships for higher studies are offered to students having a disability, both in the academic and technical fields.

I believe, Mr Speaker, Sir, that in the domain of special education needs, we rely enormously on the support of NGOs and they all play a prominent role as major purveyors of this service. I am sure that, they like me, will note with pleasure that the financial provisions, aims among other things, at a greater professionalization of the sector. In addition, this budget will also make provision for an one off-grant of Rs100,000 to each SEN institution run by an NGO.

Mr Speaker, Sir, it is important for us to understand that the early childhood sector is also extremely important. We have come up with a new curriculum framework. We have come up with a new programme for the professional development of all those working in the early education sector. It remains the foundation of the education sector and we are going to give all the attention required to that sector, this year.

Mr Speaker, Sir, when all is said and done, it is a fact that COVID-19 poses serious threats to our traditional customs and routines. It certainly poses new challenges, but it is my sincere conviction that we should all work towards transforming these challenges into opportunities. We, in the education sector certainly intend to do so. It is extremely interesting to note that we are, for instance, trying to look at the technical education sector with new eyes.

Mr Speaker, Sir, a reform within a reform. *Une refonte de l'éducation technique à tous les échelons et qui prône une conception novatrice de l'éducation technique de haute qualité. C'est ce que nous voulons faire. Et alors, M. le président, c'est extrêmement important aujourd'hui de se rendre compte que la technologie* in the form of artificial intelligence, robotics, internet of things, Fintech, blockchain among others, is extremely important in our daily lives. Lately, COVID-19 clearly evidenced how the use of technology can solve our problems. E-Learning, e-Commerce, webinars developed at a faster rate than expected as some people use their high level skills to keep the economy and learning moving.

Going forward, Mr Speaker, Sir, we are now keyed up to review the technical education sector. We intend to develop new courses in artificial intelligence, robotics and the like. Green technology is already on. It goes without saying that success in this venture will be achieved through partnership and thus employers will be encouraged to participate in the provision of technical education in the design of the curriculum as well.

Ultimately, it is expected that the high percentage of students will join technical education which is in line with the vision of Government and the socio-economic needs of the country. The biggest opportunity that we are availing ourselves of and tapping is to make blended learning the new normality in the education sector.

As I said earlier, Mr Speaker, Sir, when we talk about technical education, we are talking about a new mode, a new way of addressing technical education. It is extremely important that when we look forward, it is extremely important to note that even the technical education side, Mauritius Polytechnics which was set up only in 2017, today has more than 1,700 students. They have got more than 12 MoUs and active MoUs, they have linked up with HTMi of Switzerland, Murdoch University and many others to ensure that our students get high quality technical education as well.

Mr Speaker, Sir, I would like to state one thing more. We have been talking a lot about e-learning, about e-education. But we are planning, in the near future, to come up with a pilot project where a number of schools, selected schools where students will be given the

opportunity to have a blended mode of teaching with e-learning, as well as face-to-face learning. So, all this is coming in the future. Mr Speaker, Sir, we have got so much to do in that sector.

M. le président, pour conclure, je voudrais inviter nous parlementaires, ceux de l'opposition comme ceux de chez nous, de démontrer la solidarité. Les parlementaires de l'opposition, je leur demanderai de se ressaisir. COVID-19 est venu nous démontrer que chaque brin de solidarité compte. Les propos irréfléchis de certains membres de l'opposition, malheureusement, démontrent une ignorance totale de la réalité dans laquelle nous vivons tous aujourd'hui. En tant qu'élus, il est du devoir sacré de chacun d'entre nous de servir le peuple de manière responsable et respectueuse et c'est absolument ce principe qui guide le gouvernement dirigé par le Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth. Le respect doit être mutuel. Pourquoi le dis-je ? C'est tout simplement dû aux propos de certains qui ne réalisent pas le tort qu'ils font à notre tissu social en tenant un langage quelquefois indigne.

M. le président, le gouvernement reste déterminé à mener la république de Maurice vers une nouvelle phase de développement. Le COVID-19, certes, est venu nous freiner dans cet élan mais ce n'est pas pour autant qu'on renoncera à réaliser notre vision pour la république.

M. le président, vous savez ce que les gens disent *out there* ? Ils disent qu'heureusement que c'est ce gouvernement, sous le leadership de Pravind Jugnauth, qui a eu à gérer les affaires de ce pays pendant les moments éprouvants dû de la crise COVID-19. Ils disent qu'on n'ose même pas imaginer ce qui serait passé si c'était un gouvernement rouge aux affaires. Sans les mesures prises ces cinq dernières années, le pays aurait été à genoux aujourd'hui avec ce que nous a légué le régime d'avant 2014. On se réjouit d'avoir pris les mesures avant-gardistes qui nous ont permis d'être plus résilient. Depuis 2015, le pays a connu des développements majeurs *Metro Express*, on n'oublie pas notre combat pour la souveraineté sur les Chagos, le processus de décolonisation se poursuivra bel et bien.

Notre détermination pour préserver notre dignité et celle de tous les citoyens reste plus que jamais inébranlable. Le budget 2020 nous donne les ressources nécessaires afin d'entamer l'avenir de manière plus sereine et je suis certaine qu'on réussira bien là où d'autres ont échoué et on va continuer à travailler pour le bien de ce pays.

Ce gouvernement, M. le président, est déterminé d'amener l'île Maurice à un autre niveau beaucoup plus élevé où chaque Mauricien se sentira bien dans sa peau ou chaque Mauricienne se sentira heureuse. Merci,

M. le président, pour votre attention.